

M. W. K. St. John, secrétaire-exécutif du Conseil national de l'industrie laitière du Canada, pièce 305, édifice du *Journal*, Ottawa (Ont.).

M^{me} A. F. W. Plumptre, présidente de l'Association canadienne des consommateurs, 1245, rue Wellington, Ottawa 3 (Ont.).

M. John Monkhouse, secrétaire-exécutif de l'Industrie laitière du Canada, 147, chemin Davenport, Toronto (Ont.).

A titre particulier paraît le nom du docteur Mark Nickerson, professeur au département de pharmacologie et de thérapeutique de la faculté de médecine de l'Université du Manitoba, à Winnipeg (Man.).

Il y a d'autres personnes comme Rachel Carson et bien que son titre m'échappe actuellement, je me rappelle du nom de son livre. Je n'ai aucune liste ici des fabricants de produits chimiques. J'ai cru comprendre, au cours d'une discussion engagée avec la division agricole du gouvernement fédéral, qu'un bon nombre des matières premières utilisées dans les produits antiparasitaires sont fabriquées aux États-Unis et importées au Canada. J'ai demandé à ces gens de dresser une liste des principaux fabricants et de leurs clients, et d'expliquer, par la même occasion, leur façon de procéder. Cette liste sera complète; le Comité pourra donc l'étudier avec soin.

A mon avis, le comité devrait proposer le nom de toutes les personnes qu'il aimerait entendre sur les questions de pharmacologie, de thérapeutique et de chimie qui nous intéressent.

M. NICHOLSON: Je me joins à M. Baldwin et à M. Mitchell pour vous féliciter, monsieur le président, ainsi que le sous-comité directeur—mais surtout vous, monsieur le président—pour cet excellent mémoire.

Il faudrait inclure, me semble-t-il, un autre secteur du gouvernement fédéral dans cette étude, soit la Direction des forêts. L'extermination des insectes par l'arrosage massif des forêts en Colombie-Britannique coûte annuellement des millions de dollars, des centaines de milliers de dollars. Les produits alimentaires, non seulement les baies, mais les poissons et le gibier aussi, s'en ressentent. La Direction des forêts est donc, à bien des égards, presque aussi importante que le ministère de l'Agriculture.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie d'avoir attiré notre attention sur ce point. Le fonctionnaire chargé des recherches au ministère de l'Agriculture en a fait mention à notre réunion. Il y a aussi les personnes qui sont chargées de veiller à la conservation du sol, au croisement des produits agricoles et enfin celles qui s'occupent des produits forestiers et du gibier.

M. NICHOLSON: Il y a encore plus. On a mis sur pied, en Colombie-Britannique, un comité spécial formé de représentants du gouvernement fédéral, de la Direction des forêts de la province, du ministère des terres, et des mines de la province ainsi que de l'industrie. Ils choisissent toute une région de l'Île de Vancouver et du continent aux fins de vaporisation. Ils étudient depuis quelque temps déjà les effets de cet arrosage sur les poissons, les aliments, l'agriculture et sur d'autres produits. L'arrosage se fait des milles à la ronde.

Le PRÉSIDENT: Monsieur Nicholson, j'ai la permission du comité d'inclure dans le programme d'étude de cette question, un appel au Ministre des forêts et à ses hauts fonctionnaires. Cela peut être inclus dans le programme.

M. FAIRWEATHER: La même situation existe au Nouveau-Brunswick. Dans un certain cas, le ministère fédéral des Pêcheries a poursuivi en justice une société de la couronne. Il s'agissait d'une entreprise lancée conjointement par le gouvernement fédéral, la province et une compagnie de pulpe et de papier. Le ministère des Pêcheries a perdu une grande quantité de saumoneaux par suite de l'arrosage destiné à exterminer le ver des bourgeons du sapin. Il y a un certain équilibre des pertes ici et il serait intéressant de connaître les deux côtés de la médaille.